

Accord Pelagos
relatif à la création en Méditerranée
d'un Sanctuaire pour les mammifères marins

9^{ème} Réunion des Parties
25 et 26 Janvier 2024



Accordo Pelagos
relativo alla creazione nel Mediterraneo
di un Santuario per i mammiferi marini

IX Riunione delle Parti
25 e 26 Gennaio 2024

RESOLUTION 9.1 / RISOLUZIONE 9.1

Résolution 9.1 – L’impact des bruits impulsifs sous-marins sur la Baleine à bec de cuvier

Les Parties de l’Accord Pelagos relatif à la création en Méditerranée d’un Sanctuaire pour les mammifères marins, ci-après dénommé « Accord Pelagos » :

Rappelant l’article 4 de l’Accord Pelagos, qui prévoit que « *Les Parties s’engagent à prendre dans le sanctuaire les mesures appropriées [...] pour garantir un état de conservation favorable des mammifères marins en les protégeant, ainsi que leur habitat, des impacts négatifs directs ou indirects des activités humaines.* » ;

Rappelant l’article 15 de l’Accord Pelagos, qui prévoit que « *Rien dans le présent accord ne porte atteinte à l’immunité souveraine des navires de guerre ou autres navires appartenant à/ou exploités par un Etat pendant qu’ils sont affectés à un service public non commercial. Toutefois, chaque Etat Partie doit s’assurer que ses navires et aéronefs qui jouissent d’immunité souveraine selon le droit international agissent d’une manière compatible avec le présent Accord.* » ;

Rappelant l’article 11 de l’Accord Pelagos, qui prévoit que « *Sans préjudice des dispositions pertinentes du droit international et le cas échéant de la réglementation de la Communauté Européenne, les dispositions [établies aux articles 1 à 10 de l’Accord Pelagos] n’affectent pas le droit des Parties d’établir des mesures nationales plus strictes* » ;

Rappelant l’article 12, paragraphe 2, lettre b) de l’Accord Pelagos, qui prévoit que « [les Parties] *favorisent et encouragent : [...] b. les campagnes de sensibilisation auprès des professionnels et autres usagers de la mer et des organisations non gouvernementales [...]* » ;

Rappelant l’article 14, paragraphe 1 de l’Accord Pelagos, qui prévoit notamment que « *dans la partie du sanctuaire située dans les eaux placées sous sa souveraineté, chacun des Etats Parties [à l’Accord Pelagos] est compétent pour assurer l’application des dispositions y prévues* » ;

Considérant que la baleine à bec de Cuvier est classée par l’UICN en Méditerranée comme [Vulnérable](#) (2018) et que le Sanctuaire Pelagos est un habitat riche pour l’alimentation de cette espèce et contient deux des cinq zones de densité les plus élevées dans la région méditerranéenne (Annexe 1) ;

Considérant que la baleine à bec du Cuvier est une espèce protégée au titre des lois de ratification de la France, de l’Italie et de la Principauté de Monaco de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979), de la Convention de Barcelone (1992) et ses protocoles et de l’Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de zone Atlantique adjacente (1996) ;

Considérant que, dans les eaux françaises et italiennes, la

Risoluzione 9.1 – L’impatto dei rumori impulsivi sottomarini sullo Zifio

Le Parti dell’Accordo Pelagos relativo alla creazione nel Mediterraneo di un Santuario per i mammiferi marini, di seguito denominato “Accordo Pelagos”:

Richiamando l’articolo 4 dell’Accordo Pelagos, che stipula che “*Le Parti si impegnano a prendere nel Santuario le misure appropriate [...] per garantire uno stato di conservazione favorevole dei mammiferi marini proteggendoli, insieme al loro habitat, dagli impatti negativi diretti o indiretti delle attività umane.*”;

Richiamando l’articolo 15 dell’Accordo Pelagos, che stipula che “*Nulla nel presente Accordo può mettere in discussione l’immunità sovrana delle navi da guerra od altre navi appartenenti o comunque utilizzate da uno Stato, nella misura in cui sono adibite ad un servizio pubblico non commerciale. Tuttavia, ogni Stato Parte deve accertarsi che le sue navi e aeromobili che godono di immunità sovrana secondo il diritto internazionale agiscano secondo modalità compatibili con il presente Accordo.*”;

Richiamando l’articolo 11 dell’Accordo Pelagos, che stipula che “*Senza pregiudizio delle relative disposizioni del diritto internazionale ed eventualmente della normativa della Comunità Europea, le disposizioni [stabilite dall’articolo 1 al 10 dell’Accordo Pelagos] non inficiano il diritto delle Parti di stabilire misure interne più rigorose*”;

Richiamando l’articolo 12, paragrafo 2, comma b) dell’Accordo Pelagos, che prevede che “[le Parti] *favoriscono e incoraggiano: [...] b. le campagne di sensibilizzazione presso gli operatori e gli utilizzatori del mare, nonché le organizzazioni non governative [...]*”;

Richiamando l’articolo 14, paragrafo 1 dell’Accordo Pelagos, che prevede in particolare che “*nella parte di Santuario situata nelle acque che ricadono sotto la sua sovranità o giurisdizione, ognuno degli Stati Parte [dell’Accordo Pelagos] è competente per assicurare l’applicazione delle disposizioni di quest’ultimo*”;

Considerato che lo zifio è classificato dalla IUCN nel Mar Mediterraneo come [Vulnerabile](#) (2018) e che il Santuario Pelagos è un importante habitat di alimentazione per questa specie e contiene due delle cinque aree a maggiore densità nella regione mediterranea (Allegato 1);

Considerato che lo zifio è una specie protetta ai sensi delle leggi di ratifica di Francia, Italia e Monaco della Convenzione sulla conservazione delle specie migratrici appartenenti alla fauna selvatica (1979), della Convenzione di Barcellona (1992) e suoi protocolli e dell’Accordo sulla conservazione dei cetacei del Mar Nero, del Mediterraneo e dell’Atlantico contiguo (1996);

Considerato che, in acque francesi ed italiane, la presenza di

présence de cette espèce répertoriée dans la Directive Habitats de l'UE (directive 92/43/CEE, annexe IV) parmi celles « *qui nécessitent une protection stricte* » oblige les États membres de l'UE à réduire les perturbations causées par des activités de différentes natures, y compris « *exercices et opérations militaires, paramilitaires ou de police dans le [...] milieu marin (H02)* », qui constituent une classe reconnue de menaces à fort impact pour cette espèce et qui doivent être prises en compte dans la mise en œuvre de l'art. 17 de ladite Directive ;

Considérant que la baleine à bec de Cuvier est une espèce très sensible à une large gamme de bruits produits par l'homme, en particulier à une classe de bruits impulsifs produits par les activités militaires et les prospections sismiques menées à des fins diverses (Annexe 1) ;

Considérant la Résolution de la CMS 12.14 (2017) sur les impacts néfastes du bruit anthropique sur les cétacés et autres espèces migratrices et son annexe « *Lignes directrices de la Famille CMS pour les évaluations de l'impact sur l'environnement des activités génératrices de bruit en milieu marin* », y compris une section sur les « *Ligne directrice pour les évaluations de l'impact sur l'environnement des sonars militaires et des sonars civils de forte puissance* », qui invite « *à adopter, lorsque cela est possible, des mesures d'atténuation concernant l'utilisation de sonars navals actifs à haute intensité, jusqu'à ce qu'une évaluation transparente de leur impact écologique sur les mammifères marins, les poissons et d'autres organismes vivants marins a été effectuée [...]* ». En particulier, « *à s'efforcer d'éviter les impacts liés à l'utilisation de ces sonars, en particulier dans les zones avérées ou suspectées comme habitat important pour des espèces particulièrement sensibles aux sonars (comme les baleines à bec)* » et [...] « *en particulier lorsque des risques pour les espèces marines ne sont pas exclus, en tenant compte des mesures nationales existantes et des recherches connexes menées dans ce domaine* » ;

Considérant les Résolutions 4.17 (2010) et 7.13 (2019) de l'ACCOBAMS sur le bruit anthropique, y compris les « *Lignes directrices pour traiter l'impact du bruit d'origine anthropique sur les cétacés dans la zone de l'ACCOBAMS* », qui recommandent « *des mesures d'atténuation supplémentaires dans les zones d'eau profonde, si des baleines à bec ont été vues plongeant sur la trajectoire du navire ou si les habitats adéquats pour les baleines à bec sont approchés : dans de tels cas, le quart de surveillance doit être prolongé de 120 minutes pour augmenter la probabilité de détection des espèces qui plongent en eau profonde (par exemple, les baleines à bec). Idéalement, toutefois, les exercices de sonar ne doivent pas être effectués dans les zones connues pour être habitées par les baleines à bec* » ;

Considérant la Résolution 5.13 (2013) de l'ACCOBAMS sur la conservation des baleines à bec de Cuvier en Méditerranée, dans laquelle les parties ont convenu de « *porter une attention particulière aux Baleines à bec de Cuvier* » et de « *développer le concept d'aires d'intérêt spécial dans lesquelles le bruit serait atténué* ».

questa specie elencata nella Direttiva Habitat dell'UE (Direttiva 92/43/CEE, Allegato IV) tra quelle che “*necessitano di una protezione rigorosa*”, impone agli Stati membri dell'UE di ridurre al minimo il disturbo arrecato da attività di vario genere, ivi incluse le “*esercitazioni ed operazioni militari, paramilitari o di polizia nel [...] ambiente marino (H02)*”, che rappresentano una classe riconosciuta di minaccia ad alto impatto per questa specie e che devono essere considerate in sede di attuazione dell'art. 17 della stessa Direttiva;

Considerato che lo zifio è una specie molto sensibile ad un'ampia gamma di rumori prodotti dall'uomo, in particolare, ad una classe di rumori impulsivi prodotti da attività militari e prospezioni geosismiche condotte con vario scopo (Allegato 1);

Considerata la Risoluzione del CMS 12.14 (2017) sugli impatti avversi del rumore antropogenico sui cetacei ed altre specie migratrici e relativo allegato “*Linee guida della famiglia del CMS sulla valutazione dell'impatto ambientale per le attività che generano rumore marino*”, inclusa una sezione su “*Linee guida sulle Valutazioni di Impatto Ambientale per sonar militari e civili ad alta potenza*”, che invita “*ad adottare, ove possibile, misure di mitigazione all'uso di sonar navali attivi ad alta intensità fino a quando non sarà stata completata una valutazione trasparente del loro impatto ambientale sui mammiferi marini, pesci ed altra fauna marina [...]*”. In particolare, “*mirare a prevenire gli impatti derivanti dall'uso di tali sonar, specialmente in aree note o sospettate di essere habitat importanti per specie particolarmente sensibili ai sonar attivi (ad esempio lo zifio) e [...] laddove non possano essere esclusi rischi per le specie marine, tenere conto delle misure nazionali esistenti e della ricerca correlata in questo campo*”.

Considerate le Risoluzioni ACCOBAMS 4.17 (2010) e 7.13 (2019) sul rumore antropogenico, comprese le “*Linee guida per affrontare l'impatto del rumore antropogenico sui cetacei nell'area ACCOBAMS*”, che raccomandano che “*misure di mitigazione extra dovrebbero essere applicate in zone d'acqua profonda se sono stati avvistati zifi in immersione sulla rotta della nave o se ci si avvicina ad habitat adatti agli zifi: in tali casi, l'osservazione dovrebbe essere prolungata a 120 minuti per aumentare la probabilità che vengano individuate specie che si immergono in profondità (ad esempio, gli zifi). Idealmente, tuttavia, gli esercizi con il sonar non dovrebbero essere eseguiti in aree in cui è noto che gli zifi abitano.*”;

Considerata la Risoluzione ACCOBAMS 5.13 (2013) sulla *Conservazione degli zifi nel Mediterraneo*, in cui le parti hanno convenuto di “*porre un'attenzione particolare agli zifi*” e “*sviluppare il concetto di aree di particolare interesse in cui il rumore venga attenuato*”;

Considérant les recommandations du Groupe de travail européen sur le bruit concernant la méthodologie de définition et les seuils indiqués pour le bruit impulsif (D11C1) et continu (D11C2) de la Directive Stratégie pour le milieu marin (Documents DL2 doi:10.2760/60215 et DL4 doi:10.2760/690123 de novembre 2022) ;

Reconnaissant qu'en Italie le décret législatif n. 152/2006 et ses modifications ultérieures, interdisent l'activité de prospection sismique dans les zones protégées, y compris la partie italienne du sanctuaire Pelagos, et dans une zone tampon de 12 milles de leurs limites ;

Sur la base du Plan de gestion et du Plan d'action (2022-2027) de l'Accordo Pelagos, qui prévoit « *le soutien à une recherche coordonnée et pour sensibiliser toutes les parties prenantes (en particulier sur les problèmes de collisions, la prospection géosismique et les situations d'urgence)* » et l' « *harmonisation dans la réglementation des activités de prospection géosismique et extraction* » ;

Considérant la recommandation 15.1 du Comité scientifique et technique ;

1. *décident* de mettre pleinement en œuvre ses engagements dans le cadre de l'Accordo Pelagos, de la CMS, de la Convention de Barcelone, de l'ACCOBAMS et, conformément à la législation de l'UE. En particulier, de :
 - a) établir un niveau de protection plus élevé pour cette espèce par rapport à son habitat et à la production de bruit impulsif néfaste, à l'intérieur et à l'extérieur du Sanctuaire, qui tient également compte de l'approche suggérée par la recommandation 8.6 du Comité Scientifique de l'ACCOBAMS, au travers de l'adoption lors du prochain biennium des lignes directrices Pelagos (visées au point 2) pouvant servir de base pour l'adoption des mesures spécifiques au niveau national;
 - b) s'engager avec les organes compétents de l'OTAN et les représentants militaires nationaux pour maintenir une discussion ouverte sur cette question et sur l'adoption de stratégies visant à diminuer les risques pour cette espèce ;
 - c) permettre la mise en œuvre efficace des autres aspects des lignes directrices de l'ACCOBAMS (Résolution 7.13, section A, lettres « n » et « p ») en développant au cours du prochain biennium :
 - i. un système de pré-alerte adéquate pour les réseaux nationaux d'échouage sur les exercices militaires qui se déroulent aussi dans les eaux adjacentes du sanctuaire, afin de permettre une coordination et une surveillance accrue des animaux morts le long des côtes et en mer ;
 - ii. un protocole standardisé et commun pour identifier les cas suspects, et soutenir la formation spécialisée pour comprendre les causes des décès ;

2. *chargent* le Groupe de Travail Pelagos sur l'Atténuation des Impacts - en collaboration avec le Groupe de Travail

Considerate le Raccomandazioni del Task Group europeo sul Rumore in merito a metodologia di definizione e le soglie indicate per il rumore impulsivo (D11C1) e continuo (D11C2) della Direttiva Strategia Marina (Documenti DL2 doi:10.2760/60215 e DL4 doi:10.2760/690123 del novembre 2022);

Riconoscendo che in Italia il Decreto Legislativo n. 152/2006 e successive modifiche, vietano l'attività di prospezione geosismica nelle aree protette - ivi inclusa la parte italiana del Santuario Pelagos - e in una zona cuscinetto di 12 miglia dai loro confini;

Sulla base del Piano di gestione e del Piano d'azione (2022-2027) dell'Accordo Pelagos, che prevedono “*il sostegno alla ricerca coordinata, alla sensibilizzazione di tutti gli stakeholder (in particolare sul problema delle collisioni, delle prospezioni geosismiche e delle situazioni di emergenza)*” e “*l'armonizzazione nella regolamentazione delle attività di prospezione geosismica e estrazione*”;

Considerata la raccomandazione 15.1 del Comitato scientifico e tecnico;

1. *decidono* di dare piena attuazione ai propri impegni ai sensi dell'Accordo Pelagos, della CMS, della Convenzione di Barcellona, di ACCOBAMS e, in linea con la normativa UE. In particolare, di:
 - a) stabilire un livello più elevato di protezione per questa specie in relazione al proprio habitat e alla produzione di rumore impulsivi avversi, all'interno e all'esterno del Santuario, che tenga anche conto dell'approccio suggerito nella raccomandazione 8.6 del Comitato Scientifico di ACCOBAMS, attraverso l'adozione nel prossimo biennio di linee guida Pelagos (di cui al punto 2) anche quale base per l'adozione di misure specifiche a livello nazionale ;
 - b) impegnarsi con gli organi NATO pertinenti e con i rappresentanti militari nazionali nel mantenere aperta la discussione su questo problema e sull'adozione di strategie per ridurre al minimo i rischi per questa specie;
 - c) consentire la corretta attuazione di altri aspetti delle linee guida ACCOBAMS (Risoluzione 7.13, sezione A, lettere “n” e “p”) sviluppando nel prossimo biennio:
 - i. sviluppare un sistema di adeguata pre-allerta per le reti nazionali di spiaggiamento sulle esercitazioni militari che si svolgono anche nelle acque adiacenti al Santuario, per consentire il coordinamento e una maggiore sorveglianza sugli animali morti lungo le coste e in mare;
 - ii. un protocollo comune standardizzato per identificare i casi sospetti, sostenendo la formazione specialistica per la comprensione delle cause dei decessi;
2. *incaricano* il Gruppo di Lavoro Pelagos sulla Mitigazione degli Impatti - in collaborazione con il Gruppo di Lavoro

sur l'évaluation - d'élaborer des lignes directrices pour atténuer l'impact des sons impulsifs sur les mammifères marins, en relation avec le développement côtier et offshore. Ces lignes directrices Pelagos s'appuieront sur :

- a. les « *Lignes directrices de la Famille CMS pour les évaluations de l'impact sur l'environnement des activités génératrices de bruit en milieu marin* » ;
- b. les Lignes directrices de l'ACCOBAMS (Résolution 7.13, section D);
- c. les travaux du *Technical Group* européen sur le bruit dans le cadre de la directive-cadre stratégie pour le milieu marin ;
- d. la section sur le bruit sous-marin du MedQSR 2023 de la Convention de Barcelone « *Ecological Objective 11 (EO11): Noise from human activities cause no significant impact on marine and coastal ecosystems* ».

Après examen du CST, les lignes directrices seront soumises aux Parties pour adoption.

3. *chargent* le Groupe de Travail Pelagos sur les évaluations de procéder à la réévaluation de l'habitat des baleines à bec de Cuvier dans et en proximité du Sanctuaire Pelagos, sur la base de toutes les informations disponibles et, en collaboration avec le groupe de travail Impacts, appliquer la méthodologie recommandée par le groupe de travail européen sur le bruit pour évaluer les seuils de référence pour le bruit impulsif (D11C1) et continu (D11C2). Les nouvelles cartes ainsi identifiées feront partie intégrante des lignes directrices visées au point 2.

sulle Valutazione - di elaborare delle linee guida per la mitigazione dell'impatto dei suoni impulsivi sui mammiferi marini, in relazione allo sviluppo costiero e al largo. Queste linee guida Pelagos si baseranno su:

- a. le "*Linee guida della famiglia della CMS sulla valutazione dell'impatto ambientale per le attività che generano rumore marino*";
- b. le linee guida ACCOBAMS (Risoluzione 7.13 sezione D);
- c. il lavoro del *Technical Group* europeo sul Rumore in ambito UE Direttiva Quadro sulla Strategia Marina;
- d. la sezione sul rumore sotto-marino du MedOSR 2023 della Convenzione di Barcellona « *Ecological Objective 11 (EO11): Noise from human activities cause no significant impact on marine and coastal ecosystems* » .

Una volta esaminate dal CST, saranno sottoposte alle Parti per l'adozione.

3. *incaricano* il Gruppo di Lavoro Pelagos sulle Valutazioni di condurre la rivalutazione dell'habitat dello zifio all'interno e in prossimità del Santuario Pelagos, sulla base di tutte le informazioni disponibili e, in collaborazione con il Gruppo di Lavoro sugli Impatti, di applicare la metodologia raccomandata dal Task Group europeo sul Rumore per valutare le soglie di riferimento per il rumore impulsivo (D11C1) e continuo (D11C2). Le nuove mappe così individuate saranno parte integrante delle linee guida di cui al punto 2.